



## SECRETARIAT DE L'ICE

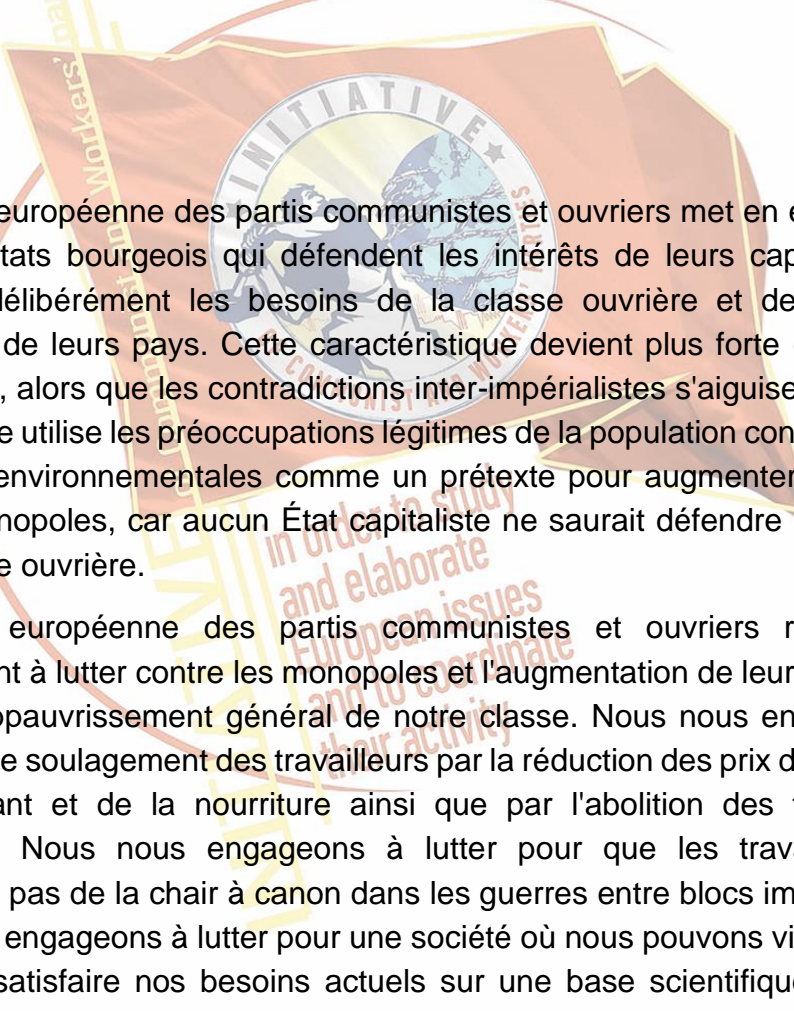
### Déclaration sur les profits "verts" et profits de guerre des grands groupes économiques et sur la pauvreté énergétique des peuples

La guerre en Ukraine a exacerbé les inégalités déjà existantes dans notre société, aggravant la détérioration des conditions de vie de la majorité des travailleurs, dans les conditions d'une crise capitaliste imminente après la crise de 2020, pour laquelle le Covid-19 a joué un rôle de catalyseur. Selon les données officielles de l'UE, un habitant de l'UE sur quatre (plus de 122 millions de personnes) vit dans la pauvreté.

En réalité, les prix ont commencé à monter en flèche avant la guerre. La cause en est la "transition verte" de l'UE, la libéralisation de l'énergie, l'élimination progressive du lignite et la bourse de l'électricité qui protège la rentabilité des grands groupes du secteur de l'énergie. C'est un mensonge éhonté que de croire que les géants de l'énergie partageront leurs bénéfices avec la population.

La guerre entre les impérialistes de l'UE-l'OTAN-États-Unis et la Russie a augmenté le fardeau de la population. Bien que les objectifs de l'UE, des gouvernements et des partis du capital de réduire la dépendance au gaz russe, de faire prévaloir les sources d'énergie renouvelables dans le secteur énergétique et d'absorber les allocations du Fonds de relance soient en cours de réalisation, le prix de l'énergie n'a pas diminué ; au contraire, il augmente. Cette situation affecte des millions de familles de la classe ouvrière et se détériorera à l'arrivée de l'hiver, provoquant un mécontentement populaire croissant. En juillet 2022, le Parlement européen a procédé à l'approbation finale de l'inclusion de l'énergie nucléaire et du gaz naturel dans les énergies "vertes", démontrant une fois de plus que la promotion par l'UE de l'une ou l'autre source d'énergie n'est pas basée sur des critères environnementaux mais sur les intérêts des monopoles.

Au cours du premier semestre 2022, l'entreprise publique suédoise d'électricité Vattenfall et le monopole espagnol Iberdrola ont augmenté leurs bénéfices de 39 % et 36 % respectivement. De même, Galp a triplé ses bénéfices au Portugal et la multinationale italienne Eni a quadruplé les siens. Un autre exemple emblématique est celui du monopole français EDF qui, avec une augmentation de 67 % de son chiffre d'affaires, a profité d'une nouvelle nationalisation de l'entreprise - d'une valeur de 9,7 milliards d'euros - pour atténuer certaines difficultés liées à la maintenance des centrales nucléaires les plus anciennes, répercutant ainsi 5,3 milliards d'euros de pertes sur la population.



L'Initiative européenne des partis communistes et ouvriers met en évidence le rôle des États bourgeois qui défendent les intérêts de leurs capitalistes et étouffent délibérément les besoins de la classe ouvrière et des couches populaires de leurs pays. Cette caractéristique devient plus forte que jamais aujourd'hui, alors que les contradictions inter-impérialistes s'aiguisent. L'Union européenne utilise les préoccupations légitimes de la population concernant les questions environnementales comme un prétexte pour augmenter les profits de ses monopoles, car aucun État capitaliste ne saurait défendre les intérêts de la classe ouvrière.

L'Initiative européenne des partis communistes et ouvriers réitère son engagement à lutter contre les monopoles et l'augmentation de leurs profits au prix de l'appauvrissement général de notre classe. Nous nous engageons à lutter pour le soulagement des travailleurs par la réduction des prix de l'énergie, du carburant et de la nourriture ainsi que par l'abolition des taxes anti-populaires. Nous nous engageons à lutter pour que les travailleurs ne deviennent pas de la chair à canon dans les guerres entre blocs impérialistes. Nous nous engageons à lutter pour une société où nous pouvons vivre dans la dignité et satisfaire nos besoins actuels sur une base scientifique ; pour le renversement du pouvoir des monopoles et la construction du socialisme-communisme.